

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

COMBAT OU CAPITULATION ?

Nous publions aujourd'hui une lettre du camarade Trotsky aux membres du P.C. allemand. Mais elle s'adresse aussi à tous les communistes de l'Internationale. En 1917, quand ceux qui occupent actuellement la direction du P.C. allemand recule et est sur la voie de laisser monter le fascisme au pouvoir, Trotsky en appelle aux ouvriers communistes allemands, à tous les travailleurs révolutionnaires pour faire échec à la politique actuellement menée. Un changement rapide de cours peut rattraper tout le terrain perdu.

Il n'est pas un travailleur communiste qui n'ait conscience du péril hitlerien et des conséquences redoutables que son triomphe éventuel aurait pour la classe ouvrière allemande, une répression jusqu'ici inconnue dans l'histoire ; dans toute l'Europe centrale une extension du fascisme (les Heimwehren deviennent encore plus provocants) ; en France un regain de chauvinisme, de xénophobie frénétique ; surtout l'U.R.S.S. directement menacée par un super-Wrangel ayant brisé la puissance du prolétariat allemand. Il n'est pas un communiste qui ne puisse comprendre cela comme il comprend que la social-démocratie fait le jeu de Brüning qui lui-même fait le lit d'Hitler, comme il voit aujourd'hui que la bourgeoisie mondiale, avec ses serviteurs socialistes, prépare les masses à la venue de Hitler au pouvoir.

Mais ce que nombre de communistes, abusés par le centrisme ne saisissent pas c'est notre dénonciation de la politique suivie par la direction du P.C. allemand et de l'I.C. « Mais, disent-ils, le Parti allemand lutte contre le fascisme. Voyez presque chaque jour les conflits à main armée qui se produisent entre fascistes et communistes. » Oui, les membres du P.C. allemand luttent avec courage, avec héroïsme ! Mais cela ne remplace pas une politique qui coordonnerait tous les efforts, qui les unifierait, qui les orienterait vers un but précis : empêcher la venue des fascistes au pouvoir et disperser les bandes de Hitler. La direction du P.C. allemand laisse les ouvriers seuls réagir avec vigueur contre les provocations fascistes, mais elle n'organise pas le combat contre Hitler, elle ne fait rien pour réaliser le front unique, elle n'apporte aucune proposition sur ce sujet.

Pis encore, la direction désorientée le prolétariat en atténuant le danger fasciste. Thaelman, dans son article, déclare que l'échec des socialistes aux élections de Hambourg est en fait un échec des fascistes (ceux-ci ont gagné près de 60.000 voix). Au Reichstag, le 14 octobre dernier, Rémellé disait : « Ces messieurs les fascistes ne nous effraient pas. Ils se liquideront plus rapidement que n'importe quel autre gouvernement. » (Très juste ! sur les bancs communistes). Dans la « Correspondance Internationale » du 16 décembre, Neubauer écrivait : « Le chancelier Brüning a fait tant de choses qu'il restera à peine quelque chose à faire pour un gouvernement Hitler. » A peine quelque chose... alors à quoi bon s'inquiéter et sonner le branle-bas dans la classe ouvrière ! Mais qu'on demande donc à nos camarades italiens ce qu'a été chez eux ce « à peine quelque chose ». Des milliers d'ouvriers assassinés, leurs organisations, leurs maisons du peuple, leurs syndicats, leurs imprimeries, pillés, brûlés, dévastés ; les expéditions punitives par ville, par quartier ; des années d'efforts anéantis ; et pour ceux qui, poursuivant l'effort dans l'ombre sont pris, la torture, les cachots infects, les îles. Sur l'Italie, pendant longtemps, la paix des cimetières. Le fascisme allemand sera au fascisme italien ce que l'industrie allemande est à l'industrie italienne. Hitler a des avions, des tanks, des gaz.

— LIRE LA SUITE EN 3^e PAGE —

FRONT UNIQUE OUVRIER CONTRE LE FASCISME

En quoi consiste l'erreur de la politique d'aujourd'hui du P. C. A. ?

Lettre à l'ouvrier communiste allemand, membre du P. C. A.

Par L. TROTSKY

L'Allemagne traverse maintenant une de ces grandes heures historiques dont dépend le sort du peuple allemand, le sort de l'Europe et, dans une grande mesure, le sort de l'humanité entière pour des décades. Si l'on pose une sphère sur le sommet d'une pyramide elle peut, d'une légère poussée, rouler soit à gauche soit à droite. C'est d'une telle situation que l'Allemagne s'approche maintenant d'heure en heure. Il y a des forces qui veulent que la sphère roule à droite et brise le dos de la classe ouvrière. Il y a des forces qui veulent que la sphère tienne sur le sommet. C'est de l'utopie. La sphère ne peut pas tenir sur le sommet de la pyramide. Les communistes veulent que la sphère roule à gauche et brise le dos au capitalisme. Mais c'est peu de vouloir, il faut pouvoir. Essayons encore une fois de réfléchir calmement : est-elle juste ou n'est-elle pas juste, cette politique que mène maintenant le Comité Central du Parti Communiste allemand ?

Que veut Hitler ?

Les fascistes croissent très vite. Les communistes croissent aussi, mais considérablement plus lentement. La croissance des pôles extrêmes montre que la sphère ne peut pas tenir sur le sommet de la pyramide. La croissance plus rapide des fascistes signifie ce danger, que la sphère peut rouler à droite. En cela, un énorme danger. Hitler assure qu'il est contre un coup d'Etat. Pour étrangler la démocratie une fois pour toutes il veut, paraît-il, venir au pouvoir pas autrement que par la voie démocratique. Peut-on le croire sérieusement ? Certainement, si les fascistes pouvaient compter recevoir aux élections prochaines, par la voie pacifique, la majorité absolue des mandats, ils préféreraient sans doute cette voie. Mais, en fait, cette voie est pour eux impossible. Il serait absurde de penser que les nazis, dans le courant d'une période indéfiniment longue, vont croître sans interruption comme ils croissent maintenant. Un jour plus tard ou un jour plus tôt, ils doivent épuiser leur réservoir social.

Le fascisme a introduit dans ses rangs des contradictions tellement terribles que le moment s'approche où le flux cessera de compenser le reflux. Ce moment peut venir bien avant que les fascistes rassemblent autour d'eux plus de la moitié des voix. Ils ne pourront pas s'arrêter, car ils n'auront plus rien à attendre. Ils seront contraints d'aller au coup d'Etat. Mais, indépendamment de cela, la voie démocratique est coupée pour les fascistes. La croissance des contradictions politiques dans le pays et, tout d'abord, l'agitation de pur brigandage des fascistes mène inévitablement à ce que, plus les fascistes approcheront de la majorité, plus l'atmosphère sera incandescente et plus largement se développeront les rencontres et les batailles. Dans cette perspective, la guerre civile est absolument inévitable. La question de la venue des fascistes au pouvoir sera par conséquent résolue, non pas par un vote, mais par la guerre civile que les fascistes préparent et provoquent.

Peut-on supposer, fût-ce pour un instant, que Hitler et ses conseillers ne le comprennent pas et ne le prévoient pas ? Ce serait les prendre pour des sots. Il n'est pas de crime plus grand en politique que de compter sur la sottise d'une ennemi fort. Si Hitler ne peut pas ne pas comprendre que la voie vers le pouvoir est tracée à travers la guerre civile la plus farouche, cela signifie que ses discours sur la voie pacifique démocratique ne sont qu'une couverture, c'est-à-dire une ruse militaire. C'est d'autant plus qu'il faut se tenir sur ses gardes.

Qu'est-ce qui se dissimule derrière la ruse de Hitler ?

Son calcul est tout à fait simple et évident : il veut endormir l'adversaire par la perspective plus lointaine d'une croissance parlementaire des nazis pour, au moment favorable, porter à

l'adversaire endormi le coup mortel. Il est très possible que la soumission de Hitler au parlementarisme démocratique doive en outre aider à réaliser dans le temps le plus rapproché une certaine coalition dans laquelle les fascistes s'empareront des postes les plus importants et les utiliseront à leur tour pour un coup d'Etat. Car il est tout à fait évident que la coalition, disons du centre avec les fascistes, serait non pas une étape vers une résolution démocratique de la question, mais une marche vers le coup d'Etat, dans les conditions les plus favorables pour les fascistes.

Il faut viser court

Tout cela signifie que la solution, même indépendamment de la volonté du commandement fasciste, doit se présenter dans le courant des mois prochains, si ce n'est des prochaines semaines. Cette circonstance a une signification gigantesque pour l'élaboration d'une politique juste. Si l'on admet que les fascistes prendront le pouvoir dans deux, trois mois, lutter contre eux l'année prochaine sera dix fois plus difficile que cette année. Toute espèce de plans révolutionnaires calculés pour deux, trois, cinq années d'avance se manifesteront comme pitoyables et infâmes bavardages, si la classe ouvrière dans le courant des deux, trois, cinq prochains mois laisse les fascistes venir au pouvoir. Le calcul du temps est dans les opérations de guerre comme dans la politique des crises révolutionnaires d'une importance décisive.

Pour l'illustration de nos pensées, prenons un exemple plus éloigné. Hugo Urbahns, qui se tient pour un « communiste de gauche », déclare le Parti allemand en banqueroute, politique perdue, et propose de constituer un nouveau parti. Si Urbahns avait raison, cela signifierait que la victoire des fascistes serait assurée, car pour la création d'un nouveau parti il faudrait des années (avec cela il n'est pas prouvé du tout que le parti d'Urbahns serait en quoi que ce soit meilleur que le parti de Thaelmann : lorsque Urbahns était au sommet du Parti, il n'y avait aucunement moins de fautes).

Oui, si les fascistes prenaient réellement le pouvoir, cela signifierait non seulement l'écrasement physique du Parti communiste, mais sa véritable banqueroute politique. Subir une défaite infâme de la part de bandes de poussière humaine, les millions de prolétaires d'Allemagne ne le pardonneraient jamais à l'Internationale Communiste et à sa section allemande. C'est pourquoi la venue des fascistes au pouvoir signifierait au plus probable la nécessité de la création d'un nouveau parti révolutionnaire, selon toute probabilité aussi, d'une nouvelle Internationale. Ce serait une catastrophe historique terrible. Mais considérer aujourd'hui que tout cela est inévitable, seuls le peuvent de véritables liquidateurs, ceux qui, sous la couverture de phrases vides, se préparent dans le fait à capituler lâchement avant le combat et sans combat. Avec ce point de vue, nous, bolcheviks-léninistes, que les stalinistes appellent « trotskystes », nous n'avons rien de commun.

Nous sommes inébranlablement persuadés que la victoire sur les fascistes est possible, non après leur venue au pouvoir, non après cinq, dix ou vingt années de leur domination, mais maintenant dans les conditions actuelles, dans les mois et les semaines proches.

Thaelman croit que la victoire des fascistes est inévitable.

Pour la victoire, il faut une politique juste. Cela signifie en particulier qu'il faut une politique calculée pour la situation actuelle, pour le groupement de forces d'aujourd'hui, et non pour la situation qui doit venir dans un, deux ou trois ans, quand la question du pouvoir sera depuis longtemps déjà résolue.

Tout le malheur est en ce que la

politique du Comité Central du Parti Communiste allemand, en partie consciemment, en partie inconsciemment, part de la reconnaissance de l'inévitabilité de la victoire fasciste. En fait, dans l'appel du 29 novembre pour l'unité du front rouge, le Comité Central du Parti Communiste allemand part de cette idée que l'on ne peut pas vaincre le fascisme sans avoir préalablement vaincu la social-démocratie. Cette même idée, Thaelman la répète sur tous les tons dans son article. Cette idée est-elle juste ? A la mesure historique, cela est absolument juste. Mais cela ne signifie cependant pas que l'on ne puisse avec son aide, c'est-à-dire par sa simple répétition, résoudre les questions du jour. L'idée juste du point de vue de la stratégie révolutionnaire prise dans son ensemble se transforme en mensonge, et en mensonge réactionnaire, si on ne la traduit pas dans le langage de la tactique.

Est-il juste que, pour abolir le chômage et la misère, il faille d'abord abolir le capitalisme ? Juste. Mais seul le dernier imbécile peut en tirer la conclusion que nous ne devons pas aujourd'hui déjà lutter de toutes nos forces contre ces mesures à l'aide desquelles le capitalisme agrandit la misère des travailleurs.

Peut-on espérer que le Parti Communiste, dans les mois prochains, renversera et la social-démocratie et le fascisme ? Aucun homme sain de jugement, sachant lire et compter, ne risquerait une telle affirmation. Politiquement, la question se pose ainsi : peut-on maintenant, dans le courant des mois prochains, c'est-à-dire avec une social-démocratie, quoique affaiblie, mais toujours encore (malheureusement) très forte, opposer au fascisme offensif une résistance victorieuse ? Le Comité Central répond à cela négativement. En d'autres termes, Thaelman tient la victoire du fascisme pour inévitable.

Encore une fois, l'expérience russe

Pour exprimer ma pensée le plus clairement et concrètement possible, je reviens encore une fois à l'expérience faite avec le soulèvement de Kornilov. Le 26 août (ancien style) de l'année 1917, le général Kornilov conduisit un corps de cosaques et une division sauvage contre Pétrograd. Au pouvoir était Kerenski, commis de la bourgeoisie, et, aux trois quarts, allié de Kornilov. Lénine se trouvait dans l'illégalité sous l'accusation d'être au service du Hohenzollern. Sous la même accusation, j'étais dans ces journées dans une cellule d'isolement de la prison de Kresty. Comment donc agitèrent dans cette situation les bolcheviks ? Ils avaient aussi le droit de dire : « Pour vaincre le kornilovisme, il faut vaincre le kerenskisme. » Ils avaient dit cela plus d'une fois, car cela était juste et nécessaire pour toute la propagande ultérieure. Mais cela était absolument insuffisant pour, le 26 août et les jours suivants, opposer à Kornilov une résistance et l'empêcher d'égorger le prolétariat de Pétrograd. C'est pourquoi les bolcheviks ne se contentèrent pas d'un appel général aux travailleurs et aux soldats : Rompre avec les conciliateurs et soutenir le front uni rouge des bolcheviks. Non, les bolcheviks proposèrent le front uni de combat avec socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks et créèrent avec eux des organisations de combat communes. Cela était-il faux ou juste ? Que Thaelman réponde à cela. Pour montrer encore plus clairement où les choses en étaient avec le front unique, je rapporterai l'épisode suivant : personnellement, après ma mise en liberté sous versemment d'une caution par les syndicats, je me rendis directement de ma cellule au Comité pour la défense du peuple où, ensemble avec le menchévik Dan et le socialiste-révolutionnaire Gotz, allié de Kerenski, qui m'avaient tenu en prison, je discutai et décidai les questions de la lutte contre Kornilov. Cela était-il juste ou faux ? Que Rémellé réponde à cela.

— LIRE LA SUITE EN 2^e PAGE —

Contre-offensive

C'est ce que préconise la direction du Parti face à l'offensive acharnée du capitalisme. Mais, incapable d'élaborer une juste politique, elle se borne à des phrases et, devant le néant de son bilan, pour se justifier auprès des ouvriers, elle se lance dans une offensive... contre le « trotskysme ». C'est plus simple à mener, mais cela ne renforce guère les positions du prolétariat. Les injures, les calomnies ne nous effraient pas.

Non seulement nous riposterons coup pour coup, mais nous aussi passerons à l'offensive en obligeant les bureaucraties à s'expliquer sur la question allemande. Chaque membre du Parti, chaque sympathisant doit être touché par notre propagande. Chacun de nos lecteurs, chacun de ceux qui comprennent la gravité de la situation doivent se sentir mobilisés pour faire prendre conscience au Parti de ses responsabilités.

Un des moyens les plus efficaces consiste dans la diffusion de notre organe. Il faut nous aider à assurer sa parution hebdomadaire ; l'organisation trop restreinte et dont les membres ont été fortement atteints par le chômage, ne peut y suffire. Qu'immédiatement des efforts soient faits. De plus, il faut répandre au maximum le numéro précédent et celui-ci ; déjà des initiatives excellentes ont été prises ; ici 100, ici 20, ici 10 numéros ont été diffusés ; un camarade nous transmet des noms et adresses relevés dans les souscriptions de l'organe régional du Parti. Ces initiatives doivent se multiplier.

Nous sommes à des heures décisives ; il n'y a pas de petits gestes à négliger. Tout ce qui sera tenté pour faire connaître le danger, pour assurer la vie et la diffusion de « la Vérité » est une contribution au redressement de la politique communiste en Allemagne. Notre appel ne peut pas ne pas être entendu.

"LIBÉRALISME POURRI"

D'une lettre d'U. R. S. S.

L'offensive contre le « trotskysme » ne se mène pas qu'en France. En U. R. S. S., les mesures de répression n'ont jamais cessé, malgré le « libéralisme pourri ». Il faut obliger les bureaucrates stalinistes à prendre leurs responsabilités sur cette question. Il faut empêcher l'extermination de l'opposition russe.

Moscou, le 3 décembre 1931.

« Un de nos camarades détenus, Esaïan, a été sans avertissement, blessé d'un coup de feu à la poitrine. Tout l'isolateur a fait la grève de la faim pendant 17 jours. Nos camarades ont exigé une commission du gouvernement. On leur a promis. Les camarades ont élu une délégation de 12 camarades pour s'entretenir avec cette commission. Les 12 camarades élus ont été immédiatement mis à l'isolement, puis transférés de Verchni-Oural'sk à une destination encore inconnue jusqu'ici. Mais la commission qui vint fut contrainte de satisfaire, dans le principal, les demandes de nos camarades détenus.

« Ces dernières semaines, il y a une grande vague d'arrestations d'oppositionnels à Moscou, Léninegrad, Karkhoo, Tiflis et autres.

« De nouveau, les oppositionnels déportés sont réjoulés d'un endroit dans un autre pire. La situation matérielle des camarades déportés est très difficile. Malgré le besoin de travailleurs, seulement une toute petite partie de nos camarades travaillent.

« Ce fait : nouvel acharnement de la terreur contre les oppositionnels de gauche, les nouvelles arrestations à Moscou, Léninegrad et autres, de même que le dernier article de Staline, sont des preuves objectives de ce que nous savons nous-mêmes très bien, que notre mouvement oppositionnel s'élargit et s'active. »



ALLEMAGNE

L'HEURE DECISIVE APPROCHE

Comme il était à prévoir, la crise allemande s'accroît de jour en jour. La sommation adressée par le gouvernement allemand à la Commission de contrôle de la B.R.I. (ce qui équivaut à une déclaration de faillite) est, à cet égard, un symptôme alarmant. Même le Conseil économique semi-fasciste de Brüning, ce « conseil sans conseil », s'est séparé sans avoir pu indiquer d'autre remède que la baisse des salaires et une offensive contre les contrats de travail. (Sur la question des contrats de travail, voir notre article traitant du Congrès syndical de Francfort.) Mais la bourgeoisie elle-même sait fort bien que ni la baisse des salaires ni de nouveaux décrets-lois ne sauraient arrêter la crise. C'est pourquoi elle se prépare à recourir au fascisme.

LA GRANDE BOURGEOISIE EST POUR LA COALITION AVEC HITLER

Nous avons déjà parlé des visites de Hitler auprès de Hindenburg et autres hommes du gouvernement, voyant là les prémices d'une coalition hitlérienne à brève échéance. Ces prémices se multiplient; l'attitude de la presse bourgeoise à tendance soi-disant radicale-démocratique (tel: que la *Frankfurter Zeitung* et le *Berliner Tageblatt*) est particulièrement typique. Non seulement la *Frankfurter Zeitung* s'est accommodée de l'idée d'une coalition Brüning-Hitler, mais dans des articles de tête, elle leur reproche même à tous deux de ne pas chercher à atteindre plus rapidement et idéalement. Le *Berliner Tageblatt*, qui peut être considéré comme un agent de l'impérialisme français, a proclamé, lui aussi, il y a quelques semaines, non seulement l'idée d'un gouvernement Hugenberg, mais ce journal constate en ce moment que Hitler se conduirait bien envers l'impérialisme français, qu'il a, par conséquent, cessé d'être terrifiant.

Cette orientation de la bourgeoisie envers Hitler explique les mesures de l'appareil d'Etat qui, non seulement sabote tout châtiment des nazis et renforce la répression contre les communistes, soi-disant pour terrorisme (la déclaration du C.C. du P.C.A. fut faite à la suite des persécutions de Groener, elle avait peut-être aussi pour cause certaines considérations à l'égard du parti socialiste, mais sans grande importance), mais qui attaque aussi impitoyablement, à l'intérieur de la bourgeoisie, quiconque est contre le fascisme. C'est ce qui explique le jugement extrêmement sévère qui vient de frapper le journaliste libéral Ossietzki, soi-disant pour espionnage, ainsi que l'accentuation de la censure radio-télégraphique et l'attaque du général-ministre Groener contre des orateurs républicains.

A l'intérieur de l'appareil d'Etat, les social-démocrates sont, eux aussi, enchaînés à cette tendance et deviennent ainsi les soutiens du fascisme. Les récents décrets de Severing en Prusse, rendant la liberté de parole pour ainsi dire illusoire pour les communistes, vont aussi dans ce sens. Il en est de même pour les social-démocrates (Breitscheid à Emden, différents fonctionnaires à Berlin) disant: « les fascistes n'ont qu'à venir et mener le train »; ces tendances préparent la tolérance de la coalition Brüning-Hitler, en tant que « moindre mal » par rapport à un gouvernement purement hitlérien.

VIENT DE PARAITRE

Les problèmes de la Révolution allemande

par L. Trotsky

Contre le national-communisme! Les leçons du plébiscite « rouge ». Au sujet du contrôle ouvrier de la production. Le tournant de l'I.C. et la situation en Allemagne. La crise autrichienne et le communisme.

Un volume de 64 pages: 1 fr. 50
A la Vérité, 45, boulevard de la Villette, Paris-10^e, et à la Librairie du Travail, 47, rue de Sambre-et-Meuse

En vente dans les principaux kiosques

ESPAGNE

LA CRISE MINISTERIELLE

« Crise » ministérielle et nouveau ministère Azana. Autour de ce sujet tourne ces jours-ci la discussion de tous les Espagnols. En réalité la crise a été une comédie pour permettre la première intervention de Alcalá Zamora, en sa qualité de président de la République Espagnole. Le nouveau ministère ne signifie pas autre chose que l'occupation de « certaines compétences » ou de « certaines places » sans aucune altération de la composition essentielle du gouvernement et, surtout, sans la plus petite variation de la politique du pays.

Tout a été fête nationale, commémoration et divertissements.

ABSURDE REPRESSION

Les dirigeants républicains agissent, en matière de répression, comme n'ont pas osé le faire Primo de Rivera et Berenguer eux-mêmes. On chasse d'Espagne les Espagnols mêmes. Nous sommes les victimes préférées, nous, oppositionnels communistes de gauche. Un exemple palpable: notre camarade José-Ramon Lopez est bien espagnol; fils de parents espagnols, né à Buenos-Aires, mais naturalisé espagnol. La police argentine l'a chassé d'Argentine comme communiste et espagnol. Ramon est venu en Espagne, à Sujo, où il demeure avec sa famille. Il est communiste et défendait ses idées. On l'emprisonne à Sujo et à Cadix ensuite, où il est devenu emprisonné gouvernemental pendant plus de trois mois. Le gouverneur de Cadix lui promet la liberté plusieurs fois, à condition que Ramon se rende à Sugo. Mais il y a peu de jours, de nombreux gardes civils et gendarmes, à 6 heures du matin, se sont présentés dans la prison et pris violemment notre cher camarade. Ses protestations n'ont servi à rien. Le gouverneur avait dit que notre ami serait libéré ce jour-même. Mais au lieu de cela notre ami a été jeté dans le bateau « Uruguay » qui prit, quelques minutes après, la direction de l'Argentine. On ne savait rien jusqu'à ce que nos camarades de Cadix laient su au moment de leur visite quotidienne au camarade Ramon.

C'est un misérable crime commis par la République bourgeoise et réactionnaire. Quel sort réservera Urburu à notre ami ?

La presse bourgeoise n'a pas voulu publier notre protestation. Avec la République, le cynisme réactionnaire devient plus misérable et criminel qu'avec la monarchie.

LIBERTE ET EGALITE REPUBLICAINES

Il n'y a pas encore longtemps que les catholiques espagnols se sont rassemblés à Palencie et ont fait un grand meeting et une manifestation contre la République. Les ouvriers qui ont voulu manifester contre la réaction catholique et monarchique ont trouvé du côté de ceux-ci les autorités « républicaines ». Les catholiques et monarchistes peuvent parler et agir contre le peuple espagnol et nous, on nous refuse le droit de répandre nos idées. A Valence aussi, on a annoncé une conférence que j'ai faite le 14 décembre. Le gouverneur n'a pas donné la permission d'annoncer la conférence à caractère communiste et on a dû l'annoncer de caractère éducatif. Les ouvriers y ont assisté en masse. Le succès a été complet. Des autres conférences ont été organisées par les camarades de province. Mais quand j'ai eu fini ma conférence à Valence, je fus convoqué par le chef de police et le gouverneur civil qui m'ont avisé qu'ils n'autoriserait plus mes conférences et que j'avais commis des délits d'injures envers Largo Caballero (ministre) et envers la République. Comme ma conférence a été annoncée sous le nom d'Henri Lacroix, on a pensé qu'on avait affaire à un Français et on préparait, sans aucun doute, mon expulsion d'Espagne, quand la Direction générale de Sécurité à Madrid fit remarquer au chef mal avisé de la police de Valence qu'Henri Lacroix est bien espagnol, on exigea mon départ immédiat de Valence. Je fus obligé de prendre le premier train et de me transférer dans les terres de Galice où la République « gouverne » aussi.

Henri Lacroix.

Le 5^e numéro du

BOLLETINO DELL'OPPOSIZIONE

COMUNISTA ITALIANA

entièrement consacré à l'écrit du camarade Trotsky « La clef de la situation internationale est en Allemagne ».

a paru.

Le demander à La Vérité et à la librairie « La Zarzalla ».

Lettre à l'ouvrier communiste allemand, membre du P. C. A.

Par L. TROTSKY

— SUITE DE LA 1^{re} PAGE —

Brüning est-il le « moindre mal » ?

La social-démocratie soutient Brüning, vote pour lui, prend pour lui la responsabilité devant les masses, sur ce fondement que le gouvernement de Brüning est le « moindre mal ». C'est ce même point de vue que la « Rote Fahne » tente de m'attribuer, sur ce fondement que je me suis prononcé contre la stupide et infâme participation des communistes au plébiscite de Hitler. Mais est-ce que l'opposition de gauche allemande et moi en particulier avons demandé que les communistes votent pour Brüning et le soutiennent ? Nous, marxistes, considérons Brüning et Hitler avec Braun comme les divers éléments du même système. La question: lequel d'entre eux est le moindre mal, n'a aucun sens, car le système que nous combattons a besoin de tous ces éléments. Mais ces éléments se trouvent maintenant en état de conflit, et le parti du prolétariat doit utiliser ce conflit dans l'intérêt de la révolution.

Une gamme embrasse sept notes. La question, laquelle de ces notes est « la meilleure »: do, ré ou sol, est une question dépourvue de sens. Le musicien, cependant, doit savoir quand et sur quelle touche frapper. Compris ? Pour une compréhension limitée donnons encore un exemple: Si un ennemi me fait ingérer chaque jour de petites portions de poison, et qu'un autre veuille dans le coin tirer sur moi, je ferais d'abord tomber le revolver des mains de ce deuxième ennemi, car cela me donnera la possibilité d'en finir avec le premier. Mais cela ne veut pas dire que le poison soit un « moindre mal » en comparaison avec le revolver.

Le malheur consiste justement en cela que les dirigeants du Parti Communiste allemand se sont mis sur le même terrain que la social-démocratie, seulement avec le signe contraire: la social-démocratie vote pour Brüning, le considérant comme le moindre mal. Les communistes qui refusent toute confiance à Brüning et à Braun (et ils le font à juste titre) sont cependant sortis dans la rue pour soutenir le plébiscite de Hitler, c'est-à-dire la tentative des fascistes de renverser Brüning. Mais, par cela même, ils ont reconnu que Hitler est le moindre mal: car la victoire du plébiscite aurait mené au pouvoir non le prolétariat, mais Hitler. Vraiment, c'est inconcevable de devoir expliquer cet ABC. C'est mal, c'est très mal quand des musiciens comme Rémellé, au lieu de distinguer les notes, jouent du clavier avec la botte.

Il ne s'agit pas des ouvriers qui ont quitté la social-démocratie, mais de ceux qui y demeurent

Les milliers et les milliers de Noske, Wels, Hilferding préféreraient au bout du compte le fascisme au communisme. Mais pour cela, ils doivent se couper des ouvriers. Aujourd'hui, il n'en est pas encore ainsi. Aujourd'hui, la social-démocratie comme un tout, avec tous ses antagonismes internes, vient en conflit aigu avec les fascistes. Notre tâche consiste à utiliser ce conflit et non, dans le moment le plus aigu, à unir les adversaires contre nous.

Il faut maintenant tourner le front contre le fascisme. Et ce front de lutte directe contre le fascisme, commun à tout le prolétariat, on doit l'utiliser pour un combat de flanc, mais d'autant plus efficace, contre la social-démocratie.

On doit montrer dans les faits qu'on est entièrement prêt à conclure un bloc contre les fascistes avec les social-démocrates, dans tous les cas où ils acceptent le bloc. Dire aux ouvriers social-démocrates: « Abandonnez vos chefs et rejoignez notre front unique sans-parti », signifie ajouter encore une phrase creuse à mille autres. Il faut d'abord savoir à l'œuvre arracher les ouvriers des chefs. Et l'œuvre est maintenant la lutte contre le fascisme.

Certainement, il y a et il y aura des ouvriers social-démocrates prêts, épaule contre épaule, à lutter avec les ouvriers communistes contre les fascistes, indépendamment de la volonté et même contre la volonté des organisations social-démocrates. Avec de tels éléments avancés, on doit bien entendu établir la liaison la plus étroite possible. Mais jusqu'ici ils sont peu nombreux. L'ouvrier allemand est éduqué dans un esprit d'organisation et de discipline. Cela a ses côtés forts comme aussi ses côtés faibles. La majorité écrasante des ouvriers social-démocrates veut combattre contre le fascisme, mais jusqu'ici encore, pas autrement qu'avec leur organisation. On ne peut pas sauter cette étape. Nous devons aider les ouvriers social-démocrates à contrôler dans les faits

— dans la situation nouvelle et unique — ce que valent leurs organisations et les chefs, lorsqu'il s'agit de la vie et de la mort de la classe ouvrière.

Il faut imposer à la social-démocratie un bloc contre les fascistes

Le malheur est qu'au Comité Central du Parti Communiste il y a beaucoup d'opportunistes effrayés. Ils ont entendu que l'opportunisme consiste en l'amour pour les blocs; c'est pourquoi ils sont contre les blocs. Ils ne comprennent pas la différence, disons entre une combinaison parlementaire et une entente de combat — rien que la plus modeste — se rapportant à une grève ou à la garde des imprimeries ouvrières contre des bandes fascistes.

Des accords électoraux, des arrangements parlementaires conclus entre le parti révolutionnaire et la social-démocratie servent, en règle générale, l'intérêt de la social-démocratie. Des accords pratiques pour des actions de masses, pour des buts de combat servent toujours la cause du parti révolutionnaire. Le Comité anglo-russe fut une forme inadmissible du bloc de deux sommets sur une commune plateforme politique indéterminée, trompeuse, n'obligeant à aucune action. Maintenir ce bloc pendant la grève générale, dans laquelle le Conseil général a joué un rôle de briseur de grève, signifiait, de la part des staliniens, mener une politique traîtresse.

Aucune plateforme commune avec la social-démocratie ou avec les chefs des syndicats allemands, aucune édition, aucun drapeau, aucun placard commun: Marcher séparément, frapper ensemble. S'entendre seulement sur ceci: comment combattre, qui batte et quand batte? S'entendre là-dessus, on le peut avec le diable lui-même, avec sa grand'mère, et même avec Noske et Grzeziński. A une condition: ne pas se lier les mains.

Il faut immédiatement élaborer enfin un système pratique de mesures, non dans le but de « dévoiler » simplement la social-démocratie (devant les communistes), mais dans le but d'une véritable lutte contre le fascisme. Les questions de la défense des usines, de la liberté d'activité des conseils d'usine, l'inviolabilité des organisations ouvrières, la question des dépôts d'armes dont les fascistes peuvent s'emparer, la question des mesures en cas de danger, c'est-à-dire de la coordination des actions de combat de détachements communistes et social-démocrates, etc., doivent entrer dans ce programme.

Dans la lutte contre le fascisme, une grande place appartient aux conseils d'usine. Il faut ici un programme d'action tout particulièrement soigné. Chaque usine doit représenter une forteresse antifasciste avec son commandant et ses dizaines de combat. Il faut avoir le plan des casernes fascistes et des autres foyers fascistes dans chaque ville, dans chaque rayon. Les fascistes essaient d'encercler les foyers révolutionnaires. Il faut encercler ceux qui encerclent. Sur ce terrain, l'accord avec des organisations social-démocrates et syndicales est non seulement admissible, mais obligatoire. Y renoncer pour des considérations « principielles » (en fait par sottise bureaucratique ou, encore pis, par lâcheté) signifie aider directement et immédiatement au fascisme.

Le programme pratique de l'accord avec les ouvriers social-démocrates, nous l'avons déjà proposé en novembre 1930, c'est-à-dire il y a une année. Qu'a-t-il été fait dans ce sens? Presque rien. Le Comité Central du Parti Communiste allemand s'occupait de tout, sauf de ce qui composait sa tâche directe. Que de temps précieux et sans retour échappé. Vraiment, il n'en reste pas beaucoup. Le programme d'action doit être strictement pratique, strictement positif, sans aucune « interpellation » artificielle, sans aucune arrière-pensée, afin que chaque ouvrier social-démocrate se dise: Ce que proposent les communistes est tout à fait nécessaire à la lutte contre le fascisme. Sur cette base, il faut, par la voie de l'exemple, entraîner avec soi les ouvriers social-démocrates en avant et critiquer leurs chefs qui vont inévitablement s'opposer et freiner. C'est seulement sur cette voie que la victoire est possible.

Une bonne citation de Lénine

Les épigones d'aujourd'hui, c'est-à-dire les exécrables élèves de Lénine, aiment à tout propos boucher leurs trous avec des citations souvent tout à fait mal à propos. Pour le marxiste, une question est résolue non par une citation, mais par une méthode juste. Mais en se guidant par une juste méthode, il n'est pas difficile de trouver une citation opportune. En traçant plus haut une analogie avec le soulè-

vement de Kornilov, je me suis dit: A coup sûr, on peut trouver chez Lénine l'éclaircissement théorique de notre bloc avec les conciliateurs dans notre lutte contre Kornilov, et en fait, dans la deuxième partie du 1^{er} tome de l'édition russe, j'ai trouvé les lignes suivantes dans une lettre de Lénine au Comité Central, au commencement de septembre 1917:

« Soutenir le gouvernement Kerenski, nous ne le devons même pas maintenant. C'est sans principe. On demandera: Est-il possible de ne pas lutter contre Kornilov? Certainement oui. Mais ce n'est pas la même chose. Il y a là une limite; certains bolchéviks la dépassent, tombant dans la « conciliation », se laissant entraîner par le torrent des événements. Nous combattons, nous combattons Kornilov, mais nous ne soutenons pas Kerenski, nous dévotons sa faiblesse. C'est une différence. C'est une différence assez ténue, mais archi-essentielle, et on ne doit pas l'oublier.

« En quoi consistent donc les modifications de notre tactique après le soulèvement de Kornilov ?

« En ce que nous modifions la forme de notre lutte contre Kerenski. Sans affaiblir pour un iota notre hostilité envers lui, sans reprendre un seul mot dit contre lui, sans renoncer à la tâche de renverser Kerenski, nous disons: Il faut compter avec le moment, maintenant nous ne renverserons pas Kerenski. Nous entreprendrons d'une autre manière la tâche de la lutte contre lui, notamment: éclaircir au peuple (qui lutte contre Kornilov) la faiblesse et les oscillations de Kerenski. »

Nous ne proposons rien d'autre. Indépendance complète de l'organisation communiste et de la presse, liberté complète de la critique communiste, aussi envers la social-démocratie et les syndicats. Admettre qu'on a la liberté du Parti Communiste, par exemple par la voie de l'entrée dans le Kuomintang, seuls le peuvent les opportunistes les plus méprisables. Nous n'appartenons pas à leur nombre.

Ne rien reprendre de notre critique de la social-démocratie, ne rien oublier du passé. Tout le compte historique, y compris le compte pour Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, sera en son temps présenté comme nous, bolchéviks russes, avons présenté à la fin des fins un compte général aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires pour la chasse, la calomnie, les arrestations et les assassinats des ouvriers, des soldats et des paysans.

Mais nous avons présenté notre compte général deux mois après que nous avons utilisé des règlements de compte partiels entre Kerenski et Kornilov, entre les « démocrates » et les fascistes, pour d'autant plus sûrement rejeter le fascisme. C'est seulement grâce à cela que nous avons vaincu.

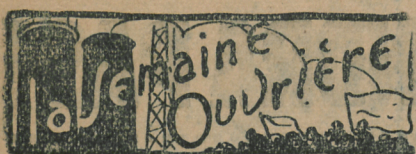
Si le Comité Central du Parti Communiste allemand s'assimile cette position qui est exprimée dans la citation de Lénine rapportée plus haut, toute la manière de s'approcher de la masse social-démocrate et des organisations syndicales se modifiera d'un coup. Au lieu des articles et des discours convainquants seulement pour ceux qui sont déjà convaincus sans cela, les agitateurs trouveront une langue commune, avec de nouvelles centaines de milliers et de millions d'ouvriers. La différenciation dans la social-démocratie se fera à un rythme renforcé. Les fascistes sentiront bientôt que la tâche ne consiste aucunement à tromper Brüning, Braun et Wels, mais à accepter le combat ouvert avec toute la classe ouvrière. Dans le fascisme, inévitablement commencera sur ce terrain une différenciation profonde. C'est seulement sur cette voie que la victoire est possible. Mais il faut vouloir cette victoire.

Cependant, parmi les fonctionnaires communistes, il y a, hélas! pas mal de carriéristes lâches et de bonzes qui tiennent à leurs petites places et à leur paroisse et encore plus à leur peau. Ces gens-là sont très inclinés à se parer de phrases ultra-radicales sous lesquelles se dissimule un fatalisme pitoyable et méprisable. « Sans la victoire sur la social-démocratie, on ne peut pas lutter contre le fascisme! » dit tel terrible révolutionnaire, et à ce propos... il se prépare un passeport pour l'étranger.

Ouvriers communistes, vous, centaines de milliers et millions, vous ne pouvez partir pour nulle part: pour vous, il n'y aura pas assez de passeports pour l'étranger. Dans le cas où le fascisme viendra au pouvoir, comme un tank terrible, il passera sur vos crânes et vos épaules dorsales. Le salut n'est que dans la lutte implacable. Et la victoire ne peut être donnée que par un rapprochement dans le combat avec les ouvriers social-démocrates. Hâtez-vous, ouvriers communistes, car peu de temps vous reste!

8 décembre 1931

L. Trotsky.



Chez les gueules jaunes à Chaligny

Dans la Lorraine (n° 282) nous lisons dans un article sur la discussion de la Lettre Ouverte du Comité Central à la Région de l'Est « que c'est la faute de la politique du Bureau Confédéral unitaire si nous n'avons pas gardé notre minorité agissante dans le syndicat confédéré des Métaux de Neuf-Maisons et que nous avons fait le jeu des chefs réformistes comme Dolker en brisant l'unité d'action dans notre secteur ». Et plus loin : « la cassure de cette entente qui existait entre le syndicat unitaire des mineurs et le syndicat confédéré a eu une riposte désastreuse sur notre mouvement syndical révolutionnaire, etc. ».

Mais que ce camarade nous permette, à notre tour, de lui poser quelques questions. N'est-ce pas les oppositionalistes de gauche qui luttèrent contre la renonciation de notre minorité révolutionnaire des Métaux, qui lancèrent le cri d'alarme aux mineurs contre la politique opportuniste confédérale qui nous coupait des masses exploitées (Communiste quand même d'août et novembre 1930), et quelle fut la réponse que ce camarade nous donna à la réunion de Chaligny, où les partisans de la majorité confédérale avaient fait appel à Thorez? Oui ou non, nous a-t-on accusés d'avoir fait bloc avec les réformistes pour nous emparer de la direction du syndicat unitaire des mineurs? Oui ou non, la Lorraine, pendant de longs mois, nous a-t-elle accusés d'être les soldats du Pape, amis de Dolker, valets de Tibaudier, etc.? Et maintenant, un des responsables de cet état de choses dit que c'est la faute de la politique du Bureau Confédéral. Nous en prenons note et espérons que les mineurs comprendront qui avait raison.

Signalons que ces derniers commentent à se rendre compte de cet état de choses et qu'à la dernière réunion du syndicat unitaire des métaux, ils approuveront nos mots d'ordre de front unique et se prononceront pour l'unité syndicale par le congrès de fusion.

PAGET.

CAMARADE,

Ce journal est le tien, assure sa publication :

- En souscrivant régulièrement ; en lui trouvant des abonnés et des lecteurs ; En adressant tes critiques ; En y relatant la vie de tes organisations. Contribue ainsi au redressement du Parti !

LETTRE A UN CAMARADE ANGLAIS

Les Elections Anglaises

par L. TROTSKY

Un de mes amis anglais m'a écrit, le 9 octobre, avant les élections au Parlement, au sujet d'une rapide croissance du Parti communiste anglais, et d'un certain rapprochement des membres du rang de l'I.L.P. vers le communisme. Mon correspondant parle aussi d'une nouvelle croissance du « Minority Movement » dans les syndicats et de la direction croissante du M.M. dans les mouvements de grève sporadiques. Ces circonstances isolées, sur le fond de la crise mondiale et de la crise nationale que traverse l'Angleterre, nous portent à accepter l'idée que, dans les deux dernières années, il y eut un renforcement du P. C. Les élections ont apporté une désillusion complète à cet égard. Sur les centaines de milliers de voix que les laboristes ont perdu, le P. C. en a gagné tout au plus 20.000, c'est-à-dire, si l'on tient compte du nombre total accru des votants, une fluctuation de conjoncture faible, et nullement une sérieuse conquête politique. Où est l'influence du Parti parmi les chômeurs? Parmi les mineurs? Parmi la jeune génération d'ouvriers qui ont voté pour la première fois? Actuellement, les résultats des élections sont une condamnation affreuse de la politique du Parti et de l'I. C.

J'ai peu observé la tactique du Parti anglais durant l'année écoulée et je ne veux pas juger ce qu'il a appris, ou même s'il a appris quelque chose. Cependant, il est clair pour moi qu'indépendamment de ses récentes et dernières erreurs, le Parti communiste paie de son impuissance des années passées, pour la honteuse et criminelle politique de l'I. C., liée avec le comité anglo-russe, puis à la « troisième période » Ces erreurs ont été ruineuses, en particulier pour l'Angleterre.

On est surpris une fois de plus du terrible poids d'humiliation, de conservatisme, de bigoterie, de conciliation,

de respect envers les autorités, les titres, les riches, la Couronne, qui se traîne dans la pensée de la classe ouvrière anglaise, qui est en même temps capable de grands soulèvements révolutionnaires (chartisme, mouvements d'avant-guerre de 1911, mouvements qui ont suivi la guerre, mouvement de grève de 1926, etc.).

Le prolétariat anglais, le plus vieux, avec le plus de traditions, est, par ses façons de penser, très empirique ; il a deux esprits dans le corps, et tourne comme on l'a vu ses deux faces aux événements historiques.

Les bureaucrates méprisables, serviles et mercenaires, des Trade-Unions et du Labour Party expriment tout ce qui est pourri, humiliant, asservi et féodal dans la classe ouvrière anglaise. Contre cela, la tâche du Parti communiste consiste à donner expression aux qualités révolutionnaires potentielles de la classe ouvrière, qui sont très grandes et capables de développer une puissance explosive immense. Mais, dans cette très critique période de l'histoire anglaise, 1925-1927, toute la politique du Parti communiste et de l'I. C. a consisté en une assimilation servile de la direction trade-unioniste, en son idéalisation, cachant sa trahison et lui conservant la confiance de la classe ouvrière. Le jeune Parti communiste fut profondément démoralisé par cela. Toute l'autorité de la Révolution d'Octobre, de l'U. R. S. S., du Bolchevisme, fut, en cette année, attachée au soutien et à la consolidation des tendances conservatrices et serviles de la classe ouvrière anglaise.

Après que les Labouristes eurent utilisé les Stalinistes jusqu'au bout, puis les eurent rejetés, le chapitre du trade-unionisme fut mécaniquement remplacé par un saut à l'extrême-gauche, à la gloire de la « troisième période »

DANS LA C. G. T. U.

Après la mort des "22"

C'est ainsi que l'annonce le Cri du Peuple du 9 décembre. L'opposition de gauche avait prévu cela. La rupture s'est inévitablement produite.

Le lendemain de la rencontre entre Dumoulin et Monatte, le camarade Trotsky a écrit avec juste raison que « Monatte a franchi le Rubicon ». De son idéologie anarcho-syndicaliste il est tombé dans le réformisme traître à la classe ouvrière. Les événements ont entièrement justifié ces faits. Les adeptes de Monatte, les Chambelland, les Rambaud, les Boville, etc., travaillent à entraîner leurs syndicats unitaires dans la C.G.T. réformiste.

Beaucoup de syndicalistes révolutionnaires ont cru à la sincérité des déclarations et des « mea culpa » sur le néant de dix années de collaboration de classes de Dumoulin. Mais, au Congrès de Japy comme en 1921 au Congrès de Lille, comme auparavant il avait trahi les C.S.R., il a trahi les ouvriers révolutionnaires du C.I.S. en votant le rapport moral de collaboration de classes de Jouhaux.

Beaucoup d'ouvriers, en entrant dans le C.I.S., avec l'espoir de travailler pour l'unité syndicale, se sont laissés entraîner à une rupture avec les principes communistes. En défendant la théorie de « l'indépendance du syndicalisme » d'après laquelle toutes les faiblesses de la C.G.T.U. ne proviennent que du rôle dirigeant du parti et non de la fausse politique du parti dans la C.G.T.U., ils sont tombés dans le piège tendu par Dumoulin, c'est-à-dire « la lutte contre le communisme ».

Le Congrès de la C.G.T.U. n'a pas su démasquer la nouvelle trahison de Dumoulin. Il fallait répondre à la manœuvre de désagrégation de la C.G.T.U. par Jouhaux-Dumoulin par une politique communiste de l'unité syndicale selon l'orientation qui fut donnée aux 3^e et 4^e Congrès de l'I.C., c'est-à-dire par un Congrès de fusion sur la base de la démocratie syndicale et droits de fractions.

Le Congrès de Magic-City a fait une réponse antiunitaire ; il n'a pas répondu aux aspirations unitaires des ouvriers organisés.

Une politique juste sur l'unité syndicale aurait donné la possibilité à la C.G.T.U. de regagner la confiance des ouvriers trompés par le « Comité des 22 » et aussi des milliers d'ouvriers inorganisés et réformistes.

En ce moment la manœuvre de désagrégation de la C.G.T.U. par Dumoulin et Cie réussit en partie par suite de la fausse position prise au Congrès de Magic-City.

Rambaud réalise la scission chez les cheminots de l'Etat. Dans son manifeste

adressé aux cheminots il les invite à passer dans la C.G.T. réformiste pour le 1^{er} janvier prochain.

L'attitude de Rambaud est une attitude de briseur des organisations syndicales révolutionnaires.

Dumoulin continue dans Le Populaire à mener une campagne de grignotage de la C.G.T.U.

La disparition du « Comité des 22 » a beaucoup désorienté les ouvriers minoritaires ; une partie va passer dans la C.G.T. réformiste, mais une très grande partie reste attachée à la C.G.T.U. malgré la trahison de Dumoulin et la position antiunitaire prise au Congrès de Magic-City.

Certains dirigeants minoritaires espèrent reconstituer un nouveau C.I.S. Que les ouvriers se détrompent, il n'y a plus de place, à l'heure actuelle, dans la C.G.T.U., pour un nouveau comité qui aura comme base une position anticommuniste, c'est-à-dire « l'indépendance du syndicalisme ».

La lutte pour le redressement de la C.G.T.U. ne pourrait se faire que dans la lutte pour le redressement de la fausse politique du Parti communiste, comme seule continue à lutter l'opposition de gauche internationale. Paul Voisin.

EN PASSANT...

Le « Populaire » a annoncé récemment que Paz, l'ex-chef de la fraction trotskyste » a adhéré au Parti socialiste. Le groupe « contre le courant » dont Paz était le « leader » a joué, en effet, quelques années auparavant le rôle de boîte aux lettres de l'opposition de gauche russe, mais n'était en rien l'opposition de gauche. Nous fûmes ainsi amenés à créer « la Vérité » en 1929. Pour Paz, ceci constitue « un pas en arrière » ; nous venions troubler ce bourgeois pour qui le communisme était un sujet de conversation de salon n'exigeant aucun sacrifice personnel. Ce « pas en arrière » n'a pas nui au développement des idées de l'opposition de gauche. Pendant ce temps, Paz a fait les quelques pas nécessaires pour entrer dans un parti où il pourra palabrer tout à son aise

du prolétariat sans qu'il lui en coûte grand-chose.

A la fondation de « la Vérité » participa Rosmer. Il y a un an Rosmer cessa toute activité dans l'opposition de gauche, en affirmant toutefois qu'il n'avait aucune divergence avec elle. En présence de son inactivité prolongée, la Conférence nationale de la Ligue considéra qu'il ne faisait plus partie de l'organisation. Il y a quelques jours, Rosmer devait faire une conférence organisée par les quelques dissidents de la Ligue groupés sous le nom de « gauche communiste » à qui nous avions maintes fois offert la discussion dans les colonnes de nos Bulletins intérieurs de discussion. Cette conférence tenue dans la plus stricte intimité, une délégation de la Ligue, venue pour demander à Rosmer de préciser ses positions politiques, fut injuriée d'une façon particulièrement abjecte. C'est grâce au sang-froid des camarades de la délégation qu'une bagarre fut évitée. Au moment où l'opposition de gauche subit une attaque aussi violente des centristes et quelle doit concentrer ses forces pour alerter le Parti, cette attitude montre que ce groupe n'a absolument plus rien de commun avec l'opposition de gauche. Quant à Rosmer, après tant d'autres, il fait une triste fin. On passe à l'ordre du jour.

LA VÉRITÉ

ABONNEMENTS

6 mois : 13 francs ; 1 an : 25 francs. Abonnement d'essai de 3 mois : 5 fr. Chèque postal : P. Frank 136.855.

Combat ou capitulation ?

— SUITE DE LA 1^{re} PAGE —

C'est avec cela qu'il fera « à peine quelque chose » au prolétariat allemand, sans compter les conséquences mondiales d'un triomphe fasciste en Allemagne.

Permettre de poursuivre cette politique qui met en danger l'avenir de la révolution prolétarienne est criminel. Tous ceux qui en sont conscients doivent élever la voix dans le Parti et dans toutes les organisations ouvrières. La bureaucratie centriste qui sent dans les couches prolétariennes de l'I. C. croître l'anxiété et la colère contre sa politique a, sur un signal de Staline, engagé, par diversion, l'offensive contre les « trotskystes » qui sont précisément à l'avant-garde pour s'opposer au cours capitulaire. Cette diversion ne prendra pas. Quand le mouvement est à une heure aussi décisive, un communiste conscient n'a « rien à taire, rien à atténuer ». C'est une condition capitale pour que les hésitants comprennent.

Il faut réviser les deux théories infâmes qui dominent cette politique honteuse : la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la théorie du « social-fascisme ». La première entraîne l'abandon de la Révolution allemande par le Parti qui a déjà conquis le pouvoir ; le gouvernement soviétique a négocié des

pactes de non-agression alors que les nécessités révolutionnaires peuvent exiger une intervention de l'armée rouge ; le 17^e Congrès du Parti bolchevik est convoqué à la hâte, non pour traiter du problème allemand, hâte qui se justifierait, mais avec uniquement des questions nationales à son ordre du jour, hâte qui s'explique alors seulement par le but d'obtenir une « unanimité » de plébiscite. La seconde théorie ne fait que creuser le fossé entre ouvriers communistes et ouvriers social-démocrates. C'est en rejetant ces théories que l'on « réarmera » l'I.C.

Chaque membre du Parti communiste mondial porte aujourd'hui de lourdes responsabilités. Mais les tâches du P. C. français sont plus particulièrement grandes. L'impérialisme français est de ceux qui oppriment le plus fortement — par la chaîne de Versailles — le prolétariat allemand et c'est en même temps l'adversaire le plus haineux de l'U.R.S.S. La tâche des communistes français est non seulement d'exiger une juste politique du P. C. allemand, mais d'imposer en France aussi un changement de cours, si l'on veut que le Parti puisse remplir ses devoirs vis-à-vis de la Révolution allemande. Le Parti doit prendre conscience de la gravité de la situation, mettre à l'ordre du jour de son congrès de février la question allemande et alerter la classe ouvrière dans une grande campagne de meetings et de manifestations. Mais le Parti doit aussi réviser sa politique d'unité syndicale, de front unique, élaborer une politique sur le chômage ; sinon, il n'aboutira qu'à des échecs.

Les membres du Parti mettront un terme aux bavardages des bureaucrates ; ils les obligeront à s'exprimer sur la question allemande ; ils les forceront à abandonner le chemin de la capitulation pour s'engager dans la voie du combat.

A nos lecteurs

Pour ce numéro, comme pour le précédent, nous avons été obligés de sacrifier une grande partie de la page ouvrière, chômage, M.-O. E., etc.), de reporter à une prochaine fois la réponse au camarade du Doubs, etc. Nous nous en excusons en priant nos correspondants de ne pas cesser cependant de nous envoyer de la copie.

Nous regrettons surtout de ne pouvoir accorder de place aux incidents de Bagnolet

Notre camarade Davanne a été odieusement frappé par les voyous que Le Villain a recrutés et sa vie est en danger. Aujourd'hui, nous nous bornons à ces deux mots pour dénoncer les responsabilités des chefs socialistes.

suivi d'une puissante floraison de son esprit révolutionnaire.

Mais, immédiatement, la victoire des conservateurs apporte de lourdes épreuves au prolétariat anglais, et l'approfondissement des dangers internationaux. En particulier, elle menace l'U. R. S. S. Ici nous pouvons voir de combien peu d'utilité ont été pour l'U. R. S. S. les cris perpétuels pour sa « défense ». Pendant une période de deux ou trois ans, on attendait cette défense des Purcell, Hicks, Citrine et Cook, et ensuite cette défense a été assumée par le Parti communiste contre le prolétariat « social-fasciste ». Et maintenant, pour la défense de l'U. R. S. S., on a reçu, en tout, 70.000 voix. Tout ce que l'opposition réclamait, la rupture du bloc honteux avec Purcell, était considéré par Staline comme un refus de défendre l'U. R. S. S. contre l'impérialisme anglais. Maintenant, nous pouvons voir la balance : personne n'a autant aidé l'impérialisme anglais exprimant que l'école de Staline. Naturellement, le chef de cette école mérite deux fois l'ordre de la Jarretière.

L'opposition de gauche anglaise doit commencer un travail systématique. Vous devez établir un centre-état-major, même petit. Vous devez construire votre propre publication, même sur une modeste échelle... Il est nécessaire d'avoir une activité patiente, ininterrompue, d'analyse, de critique, de propagande. Il est nécessaire d'éduquer nos cadres, même peu nombreux au début. Le pouvoir fondamental de l'histoire est en notre faveur. De même qu'en Angleterre, plus que partout ailleurs, le communisme peut, dans un court temps, conquérir la conscience des larges masses, de même, à l'intérieur du communisme, dans le même temps court, les idées de l'opposition de gauche, c'est-à-dire les idées de Marx et de Lénine, peuvent gagner la suprématie. Je souhaite sincèrement des succès à nos camarades anglais dans cette voie.

Milleurs saluts communistes.

L. Trotsky.

10 novembre 1931.

LA DIVERSION CONTRE LE "TROTSKYSME" NE PRENDRA PAS!

Ouvrez les bouches...

Mais, silence dans le rang! C'en est fini du « libéralisme pourri ». Il faut « écraser les renégats trotskystes ». Une campagne vient de se déclancher dans « l'Humanité » contre l'opposition de gauche qui prépare les exclusions de tous ceux qui auront la prétention de vouloir réaliser le tournant décidé il y a quelques mois. Ce ne sont cependant pas seulement des questions du P.C. français qui sont à l'origine de cette campagne. Le signal en a été donné par Staline en personne, c'est une campagne internationale contre le « trotskysme » tant de fois écrasé, mais qu'on ne pourra éliminer du Parti tant il correspond aux intérêts vitaux du mouvement révolutionnaire. Cette campagne se déclanche précisément au moment où la bureaucratie centriste mène en Allemagne une politique criminelle et que, dans ses rangs, se développe — comme en 1927 pour la Révolution chinoise — un courant pour s'opposer et que les « trotskystes » sont à l'avant-garde de cette lutte. La diversion des bureaucrates ne prendra pas. Il ne suffira pas de nous traiter de lépreux pour éviter de répondre aux questions que se posent les militants communistes. Qu'est devenu le tournant? Qu'y a-t-il de changé en matière de politique syndicale, électorale, de régime intérieur, etc.? Pas un militant n'hésitera pour répondre que rien n'est changé. La direction a été obligée « d'ouvrir les écluses », il ne faut pas qu'elle puisse les fermer. Il faut la secouer vigoureusement; il faut exiger qu'elle se prononce clairement sur la Révolution allemande.

Pour mener sa lutte contre nous, la direction centriste nous attribue des points de vue qui sont loin d'être les nôtres. Nous n'entendons pas, ici, polémiquer avec elle; mais nous ne voulons pas lui permettre de jouer auprès d'ouvriers mal avertis ce jeu malhonnête. Nous allons préciser encore une fois nos idées sur un certain nombre de questions. La direction cherche à confondre tous ses adversaires en un seul bloc. C'est très simple: la nuit tous les chats sont gris. Mais là où les bureaucrates font la nuit, nous apporterons la lumière pour sa plus grande confusion.

Ferrat, qui s'est sauvé en douceur du groupe, nous attribue l'opinion que les luttes économiques sont impossibles en période de crise. Non seulement nous n'avons jamais soutenu cette position de panique, mais nous avons opposé, il y a des mois, à la direction, qui se borne à des phrases creuses, le moyen de fortifier la résistance ouvrière à l'offensive capitaliste en engageant une vaste campagne contre la diminution des salaires et en faisant appel aux organisations réformistes pour mener la campagne en commun. Lors des grandes grèves du Nord, les défaitistes que nous sommes ont préconisé de travailler à l'élargissement de la bataille. Qu'a donc fait la direction pour alerter les ouvriers de Lille, d'Armentières? Rien. Qu'a-t-elle fait pour donner à la solidarité nationale et internationale une ampleur proportionnée à la bataille? Peu de chose. Pourtant, nous avons montré que, dans la situation présente d'offensive capitaliste, la classe ouvrière ne peut vaincre qu'en débordant le terrain choisi par le patronat. Rien n'a été fait par la direction pour expliquer cela aux ouvriers. Mais la politique menée par elle aboutit à grouper 500 métallurgistes dans la Région parisienne dans un meeting préparé avec fracas.

Sur l'unité syndicale, nous avons défini mille fois notre position: congrès de fusion conditionnée uniquement par des garanties d'organisation, démocratie syndicale, droit des tendances à s'organiser. Nous avons montré que toutes les phrases de la C.G.T. unique lutte de classe, le congrès d'unité, etc., cachaient fort mal une politique antinuitaire qui faisait le jeu de Jouhaux et des réformistes du C.I.S. Tous les militants de la C.G.T.U. s'en sont largement rendu compte.

Un courant se développe contre la tactique dite « classe contre classe ». Il est certain qu'en cette matière l'opportunisme ne doit pas manquer de se faire jour; mais la tactique sectaire ne le fait pas extirper. Quant à notre position, nous ne changerons pas un mot à ce que l'on nous reproche dans « les Cahiers ». « Nous pensons que la tactique du Parti doit consister, au second tour, lorsque le socialiste arrivera en tête et lorsque le maintien par nous pourrait gêner notre propagande ultérieure, à nous désister pour lui sans aucune condition... mais en dénonçant plus fortement que jamais le parlementarisme et les illusions réformistes. » Notre critique n'a fait qu'oublier cette dernière partie de la phrase. Singulier oubli! Nous conseillons volontiers à Ferrat d'être un peu plus prudent sur ce sujet. N'a-t-il pas écrit « et nous invitons tous les ouvriers à voter pour le candidat socialiste parce qu'il s'est engagé à défendre les revendications sur lesquelles le front unique s'est réalisé ». (« Les Cahiers », 15 octobre.) Pour semer des illusions parlementaires, Ferrat est un peu là.

LA DISCUSSION DANS LE 3^e RAYON

Ce rayon, qui comprend les 3^e, 4^e et 12^e arrondissements, n'a pas sur son territoire de grandes boîtes industrielles, mais il a la gare de Lyon, des petites boîtes métallurgiques dans le 12^e et de nombreuses fabriques de casquettes dans le 3^e et le 4^e où travaillent en majorité des camarades juifs. C'est ce qui explique la composition sociale des adhérents du Parti qui comprend un grand nombre de camarades étrangers.

En 1929, avant la trahison de Garchery et Castellaz, il groupait 300 adhérents. Ces deux individus, avec leur phraséologie, entraînent derrière eux un assez grand nombre d'ouvriers trompés par leur démagogie et dégoûtés des injures et des méthodes sectaires de Poincaré, qui était le secrétaire de ce Rayon à cette époque.

Maintenant il groupe environ 150 membres, soit 50 % de pertes.

Nous avons indiqué, il y a environ deux mois, qu'une assemblée d'information avait eu lieu où il y avait 15 présents et où un camarade mit en cause les thèses de l'I.C.

Une autre assemblée d'information s'est tenue le 4 décembre. Soixante camarades étaient présents. On sent que les camarades se sont dérangés pour avoir des renseignements sur le groupe, car le Parti n'a encore envoyé aucun matériel sur cette question. Seuls, quelques articles contradictoires ont paru dans l'Humanité. L'un, au nom du bureau, fit un rapport qui ne dura pas moins d'une heure et demie.

Il parla du développement de la crise économique, de la combativité des masses, du chômage dans le bâtiment, le bois, des attaques des Compagnies de chemins de fer contre les cheminots, de la Ville contre les travailleurs municipaux. Il indique que le Rayon doit porter ses efforts au soutien de ces catégories de travailleurs, ainsi que vers les métaux, la fourrure et les ateliers de casquettes, qu'il faut pratiquer le front unique pour la défense de ces travailleurs.

Puis, il défend la position antinuitaire du Congrès de Magic-City en préconisant la constitution de comités d'unité syndicale sur un programme revendicatif pour constituer la C.G.T. unique lutte de classe.

Il préconise la tactique classe contre classe pour les élections. Il indique que nous ne devons faire aucune différence entre les chefs du parti socialiste et les ouvriers socialistes qui les suivent, et quelques instants après il dira que le communiste arrivé après le socialiste au premier tour, devra faire des propositions de désistement sur un programme minimum inacceptable pour le candidat socialiste entre le premier et le deuxième tour. Pourquoi faire des propositions au candidat socialiste puisqu'elles seront inacceptables? C'est la même politique antiouvrière que pour l'unité syndicale où la C.G.T. cherche à grignoter la C.G.T.U. et réciproquement. Croyez-vous, camarades communistes, qu'avec une telle politique vous renforcerez vos organisations révolutionnaires?

Puis, il partit à fond sur le groupe, ce pelé, ce galeux, cause de tous les maux. Il dit qu'il avait la majorité des responsabilités des fautes du Parti, des

Ferrat insiste peu sur les tendances pacifistes qui se sont développées. Mais la signature par l'U.R.S.S. de pactes de non-agression n'est-elle pas un encouragement à ces tendances? Il serait bon que la direction soit plus explicite.

Marty donne, pour la première fois dans les luttes de tendances, nous accusant de défendre le groupe! Le groupe ne nous intéresse guère. C'est au contraire la direction qui, tout en l'accusant de forfait, lui inflige des sanctions bénignes. Mais nous avons dénoncé la manœuvre qui consiste à se servir de lui comme bouc émissaire et à éviter de mettre en cause la politique du P.C. et de l'I.C. Et là-dessus, la direction a opposé le veto le plus formel: défense de réviser les conceptions établies par les Congrès! Les membres du Parti n'accepteront pas les ordres d'une direction incapable; ils ouvriront la bouche pour dire tout ce qu'ils pensent.

Le gérant: P. FRANK.

33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10^e arr.).

MAISON DES SYNDICATS (Service de l'Imprimerie)

exclusions sectaires, mécaniques de la fin de l'année 1929; que l'I.C. était contre ces exclusions, qu'elle ne recevait que des rapports mensongers du parti français, qu'elle proposa à la direction du P.C.F. Celor, Frachon et Thorez, et que le groupe accepta. Ferrat quitta le groupe en juin 1930, mais ne le vendit pas, ce qui permit à Raymond de le faire à sa place lorsque l'I.C., en juillet 1931, avertit le P.C.F. de l'existence du groupe.

Puis il indique que le groupe n'était pas une fraction, qu'il n'avait pas de principes, contrairement à l'article de Semard, dans l'Humanité, qui déclarait qu'il constituait une fraction dans le Parti.

Il signale encore que la délégation de la C.G.T.U., qui partit cet été à l'I.S.R., avait été désignée par le groupe, que celui-ci tendait à mettre le Parti dans l'illégalité, qu'il préconisait la lutte physique contre les socialistes, qu'il était contre les A.S., contre les C.D. Huma, contre la lutte antimilitariste et qu'il pratiquait la cooptation à tous les échelons.

Il conclut en faisant la comparaison des effectifs du Parti en 1927: 57.000, et en 1931: 30.000; pour la R.P. 16.000 et 6.000 et les J.C. 2.000. Ainsi, le Parti a perdu 50 % de ses adhérents en 4 ans, la R.P. les 2/3 et les jeunesses sont squelettiques.

Voilà le résultat de la mauvaise politique du P.C., de ses directives erronées et de ses méthodes sectaires et les responsables de cet état de choses vont en rejeter la responsabilité sur quelques-uns d'entre eux, les jetant en pâture pour qu'on les dévore, pendant que la plus grande partie d'entre eux restent à leurs postes responsables et commettent les mêmes erreurs, les mêmes fautes.

En raison de l'exposé très long d'I..., seulement quatre camarades intervinrent dont un seul, le camarade B..., mit en cause les thèses de l'I.C. qui étant opportunistes entraînent le P.C.F. dans une politique opportuniste.

Il indique qu'il est maintenant le déseigneur de la mauvaise politique du Parti qui se sert du groupe comme d'un bouclier pour se défendre contre ses adversaires, que le groupe fait du travail fractionnel, que le parti ne traduit pas les aspirations de la classe ouvrière. Il s'efforce d'accorder avec la tactique de la C.G.T.U. pour l'unité syndicale, mais contre le désistement au 2^e tour pour les socialistes aux élections. Il termine en indiquant que sa cellule a voté une résolution contre le paiement de la cotisation ouvrière aux A. S. par le personnel de la Famille Nouvelle. En effet, il est scandaleux qu'une coopérative se disant révolutionnaire fasse payer la cotisation ouvrière par le personnel, alors que le Parti a déposé au Parlement une proposition de loi demandant que les A. S. soient entièrement aux frais de l'Etat et du patron.

Le camarade T... croit que l'attaque contre le groupe cache le recul du Parti aux élections cantonales et autres fautes; il dit qu'on s'en sert comme bouc émissaire. Il demande l'exclusion des chefs minoritaires de la C. G. T. U. et que la direction du Rayon descende un peu plus souvent dans les cellules.

Le camarade R... demande de plus amples renseignements sur le groupe. Il constate qu'alors qu'on vante le soi-disant tournant, des membres de la C. E. confédérale ont été élus alors qu'on ne les avait pas consultés pour déposer leurs candidatures. Il s'étonne qu'au Congrès de la C. G. T. U. on n'ait pas discuté de la M.O.E.

B... demande qu'on mette la question de l'unité syndicale au premier plan pour former un bloc de la classe ouvrière afin de résister aux attaques patronales qui commencent à se faire jour. (A suivre.) UN COMMUNISTE DU 3^e RAYON.

OLÉRON

Le 5 décembre eut lieu une réunion commune: cellule et opposition. Il fut décidé que dorénavant les réunions auraient lieu tous les 15 jours avec un ordre du jour préparé, la discussion devant se clore par le vote d'une résolution.

Les versements des « Amis » du « Travailleur » pour le mois d'octobre furent effectués.

Plusieurs points de vue furent échangés sur le Front Unique, l'Unité syndicale, le conflit de Mandchourie, la résolution du P.C. allemand sur les attentats individuels, l'aide au « Travailleur » et la question ostraciste; la plupart de ces questions devant faire l'objet d'une réunion particulière.

A l'assemblée d'information de la R. P.

Vendredi soir avait lieu, à La Bellevilloise, l'assemblée des communistes de la R.P. où Thorez rapporta sur les travaux de la dernière session du Comité Central du Parti. Le discours de Thorez porta surtout sur la tactique électorale et sur la lutte contre le groupe et contre les trotskystes. Pour les socialistes, Thorez mit en garde contre l'illusion que leurs forces étaient négligeables. Il repoussa l'idée, émise dans un leader de l'Huma, que « l'ennemi principal est le parti socialiste ». L'ennemi principal n'est pas la social-démocratie mais la bourgeoisie et nous devons briser la social-démocratie précisément parce qu'elle sert la bourgeoisie. Il insista donc sur la nécessité du front unique avec les ouvriers socialistes. Et à ce sujet il avoua que la tactique électorale définie par le précédent C.C. était un bouillon de culture du confusionnisme, de l'électorisme, de l'opportunisme. Mais quelle est la « position rectifiée » du Comité Central? Tout simplement qu'on ne fera le front unique avec les ouvriers socialistes que contre leurs chefs et à des conditions telles que nous soyons sûrs que les socialistes ne pourront jamais les accepter! Il insista sur ceci que nos propositions de front unique ne sont qu'une manœuvre pour excuser le maintien de notre candidat et il se réjouit que les propositions de F.U. n'aient abouti que dans un seul coin sans importance. Il ne s'agit là que de ne pas perdre autant de nos voix, mais nullement de détacher de leurs chefs les ouvriers socialistes. Alors, que devient le front unique? Pour les autres questions, Thorez reste dans les formules passe-partout: « Il faut lier la lutte des chômeurs à celle des ouvriers qui ont du travail »; il faut démasquer les Charbit, les Fournol, etc; il faut nous rapprocher des masses, etc...

Et puis alors, c'est le clou attendu de la représentation: la question du « groupe ». Quoique l'opposition ne se laisse pas prendre à ces manœuvres de diversion. D'abord, Thorez nous apprend que la fraction était constituée en 1923 pour combattre Souvarine. Ensuite, il entame la lutte idéologique contre la politique ultragauchiste du groupe à la direction d'alors, et répète ce que nous disions alors et que les Thorez approuvaient: le seul danger était la perte de la perspective révolutionnaire; ils avaient construit dans leur imagination une perspective révolutionnaire posant la question de la prise du pouvoir; à chaque changement de ministère ils voyaient l'arrivée au pouvoir du fascisme; ils défendaient un point de vue ultragauchiste sur les assurances sociales et avaient abandonné la lutte pour l'unité syndicale. Enfin Thorez nous annonce une série graduée de sanctions contre Barbé, Celor, Lozeray, Billoux, Couteilh. La sanction pour Galopin est réservée parce qu'il est en prison. Ferrat s'est mis à l'abri en 1930. Quant au petit garçon qui a gentiment mouchardé ses petits camarades il est à l'honneur.

Enfin, vient la charge à fond contre les « trotskystes » et le « libéralisme pourri » qui consiste à ne pas voir en eux « l'avant-garde de la contre-révolution ». Ce qu'on a surtout à reprocher au groupe c'est de donner des armes aux trotskystes — et les trotskystes défendent le groupe (!) Thorez attaque violemment des camarades comme Le-foucq. Il lit la résolution signée par cinq camarades du Parti du Finistère et par nul sympathisants, réclamant la réintégration de l'opposition. Il avoue que l'influence de l'opposition de gauche grandit dans le Parti et n'a d'autres recours que de déverser contre elle le plat habituel de ses calomnies: « Le trotskysme est une marchandise opportuniste sous le pavillon de gauche; quand le P.C. rassemble ses forces pour la lutte l'ultime manœuvre de la bourgeoisie se fait sous le manteau du trotskysme. étranger à l'idéologie du prolétariat; le trotskysme voudrait un Parti qui soit un agglomérat éclectique de fractions ».

Enfin, vient la charge à fond contre les « trotskystes » et le « libéralisme pourri » qui consiste à ne pas voir en eux « l'avant-garde de la contre-révolution ». Ce qu'on a surtout à reprocher au groupe c'est de donner des armes aux trotskystes — et les trotskystes défendent le groupe (!) Thorez attaque violemment des camarades comme Le-foucq. Il lit la résolution signée par cinq camarades du Parti du Finistère et par nul sympathisants, réclamant la réintégration de l'opposition. Il avoue que l'influence de l'opposition de gauche grandit dans le Parti et n'a d'autres recours que de déverser contre elle le plat habituel de ses calomnies: « Le trotskysme est une marchandise opportuniste sous le pavillon de gauche; quand le P.C. rassemble ses forces pour la lutte l'ultime manœuvre de la bourgeoisie se fait sous le manteau du trotskysme. étranger à l'idéologie du prolétariat; le trotskysme voudrait un Parti qui soit un agglomérat éclectique de fractions ».

Enfin, c'est un leitmotiv nouveau que vous entendrez souvent maintenant, qui « prépare le congrès », « on abuse de la discussion », « ce qui a été décidé est décidé pour toujours », « il est des questions que nous ne laisserons pas mettre en discussion et en premier lieu la tactique « classe contre classe », etc. Autrement dit, vous avez le droit de condamner le groupe, et pour le reste: silence dans le rang. Sous le couvert de « Je vous déclare avec obéissance », le soldat Chveik dit ce qu'il veut; l'ouvrier communiste, dans son Parti, aurait juste le droit de dire « Amen » à Thorez. Et on s'étonnera dans quelques mois que le Parti soit resté... apolitique!

Après le discours de Thorez, la discussion s'ouvrit sous une forme nouvelle: on a juste le droit d'envoyer à Thorez des questions auxquelles il répondra!!! (à celles d'ailleurs qui lui plaisent). Au vote, pour approuver les décisions du C.C., la moitié des mains se lèvent, les autres ne se lèvent ni pour, ni contre, ni pour l'abstention. — C'est l'unanimité. — Mais quel spectacle plus navrant que celui de la passivité des meilleurs militants de notre Parti, dans la région la plus importante.

Mais il faut insister surtout sur la carence criminelle de la direction sur le problème de la Révolution allemande. Thorez s'indigne de n'avoir reçu aucune question sur des problèmes très importants à l'heure actuelle. Mais dans son rapport pas un mot sur la Révolution et le fascisme en Allemagne! En réponse à une question d'un camarade, il a bien voulu nous faire savoir que la question allemande avait été jugée très importante dans le rapport sur la politique internationale et que la tâche de la classe ouvrière française consistait à lutter sans répit contre le traité de Versailles. La vie de centaines de milliers de prolétaires, le sort du prolétariat mondial est en jeu. Mais le Comité central s'en fout! Ce sont là des questions « étrangères » qu'il laisse aux « contre-révolutionnaires trotskystes ». Mais pour nous, l'Internationale communiste n'est pas un vain mot. Nous lutterons pour jeter l'alarme dans le Parti.

Connaissance de l'U.R.S.S.

BORIS PILNIAK

LA SEPTIÈME RÉPUBLIQUE

LE TADJIKSTAN

Traduit du russe par Michel MATVEEV et Pierre MORHANGE

Un volume in-16, sur velin avec huit planches hors-texte 16 fr. 50

LEONIDE LEONOV

LES BLAIREAUX

Traduit du russe par Maurice PARIJANINE

PRÉFACE DE MAXIME GORKI

Un volume de 650 pages 30 fr.

LES ÉDITIONS RIEDER
7, Place St-Sulpice, 7
:: PARIS (6^e) ::

LES ÉDITIONS RIEDER — PARIS